Article publié en Italie en 2003

Le plan américain au Proche-Orient ou le sens réel de la guerre contre l'Irak

Il ne fait plus de doute aujourd'hui que les Américains étaient décidés à faire la guerre à l'Irak bien avant les attentats du 11 septembre 2001. « Même sans le 11 septembre, il y aurait eu tôt ou tard une confrontation avec l'Irak », reconnaissait récemment l'idéologue néoconservateur Robert Kagan, directeur de la Fondation Carnegie, qui ajoutait que « personne parmi les responsables de l'administration Bush n'a jamais cru pouvoir résoudre le problème de l'Irak par le seul désarmement » (*Libération*, 8-9 mars 2003).

L'arrière-plan pétrolier du conflit est par ailleurs évident. Cependant, la guerre en Irak n'est pas seulement une carte dans le grand jeu pétrolier de Washington (un grand jeu qui vise, non seulement, à sécuriser et diversifier ses propres approvisionnements, mais aussi à contrôler l'approvisionnement énergétique de ses rivaux potentiels). Comme l'a écrit Philippe Colombani, chargé de recherche à l'Institut français des relations internationales (IFRI), ce qui se joue au travers de cette guerre, « c'est l'ordre international des années, voire des décennies à venir, c'est-à-dire la question de savoir qui dirigera le monde, de quelle façon et selon quels principes ». C'est en effet de cela qu'il s'agit.

Nous sommes aujourd'hui sortis de l'après-guerre, c'est-à-dire de ce système, issu des accords de Yalta, qui reposait sur la compétition de deux modèles idéologiques à vocation universelle, la dissuasion nucléaire et un modèle de sécurité collective incarné par l'ONU. L'effondrement du bloc soviétique n'a pas seulement permis la globalisation néolibérale. Il a consacré un monde unipolaire, où les Etats-Unis s'opposent au « reste du monde » — un monde extraordinairement chaotique, imprévisible et incontrôlable, caractérisé par la globalisation des problématiques, la multiplication des « réseaux » et l'intervention accrue des acteurs non étatiques.

Dans les relations internationales, les rapports de forces peuvent être gérés de trois manières différentes : par la simple hégémonie, par l'équilibre des puissances ou par la sécurité collective. Les Etats-Unis ont visiblement choisi la première voie contre la deuxième, qui est celle de l'équilibre multipolaire, et la troisième, qui correspond à l'action des Nations-Unies.

Robert Kagan l'a lui-même déclaré de façon tout à fait explicite : « La politique des Etats-Unis vise depuis longtemps à préserver leur hégémonie dans le monde ».

C'est pour cette raison que les Américains, qui sont convaincus de n'avoir plus plus besoin de personne, s'exemptent eux-mêmes de toutes les contraintes du partenariat, et cherchent à rompre une fois pour toutes avec la vision européenne, russe ou chinoise, d'un monde multipolaire.

Cette dérive unilatéraliste des Etats-Unis, déjà largement entamée sous le second mandat de Bill Clinton, a été brutalement accélérée par l'arrivée au pouvoir de George W. Bush et des « faucons » interventionnistes et néo-impérialistes dont il est le porte-parole. Ces derniers savent que le temps joue contre eux, et qu'il leur reste peu d'années pour créer les conditions propres à pérenniser leur hégémonie mondiale. Or, pour l'heure, ils s'estiment à la fois vulnérables (depuis les attentats du 11 septembre) et invincibles (en raison de leurs moyens de puissance). Ils ont choisi de s'engager dans une fuite en avant à la fois technologique et militaire.

Richard Perle, ancien président du Defence Policy Board du Pentagone, n'a pas caché qu'une victoire américaine en Irak permettrait aux Etats-Unis d'en finir une fois pour toutes avec un système multipolaire, que les Américains regardent comme à la fois « instable » et « immoral ».

Depuis septembre 2002, date à laquelle ils ont adopté une nouvelle doctrine stratégique, les Etats-Unis se réservent donc le droit de juger unilatéralement de ce qui est « menaçant » et d'en tirer les conséquences. Paul Wolfowitz, second du Pentagone, a ainsi pu faire triompher le principe de la « guerre préventive », dont il s'était fait le théoricien depuis bientôt dix ans. Or, la guerre préventive a toujours été assimilée à la guerre d'agression par le droit international. La nouvelle orientation américaine implique donc le primat de la force pure sur le droit. C'est ce qu'a reconnu Robert Kagan, en déclarant textuellement : « Dans le monde où nous entrons, la puissance militaire et la logique de la force seront des facteurs déterminants […] L'Amérique n'est qu'au début d'une longue ère d'hégémonie » (*Le Nouvel Observateur*, 13 mars 2003).

Dans le même temps, la lutte contre le terrorisme sert de prétexte aux Etats-Unis pour se poser en leader du « monde civilisé », tout comme ils se posaient en chef de file du « monde libre » à l'époque de la supposée menace soviétique. On notera au passage que Washington refuse obstinément de voir que la situation néocoloniale dans laquelle se trouve le peuple palestinien reste la cause essentielle du terrorisme islamiste dans le monde.

Ce qui est le plus frappant dans cette montée de l'hégémonisme américain, c'est la façon dont il se nourrit à la fois d'une exaltation cynique de la force brutale au nom du « réalisme » et de la « puissance », et d'un messianisme moralisant dont la dénonciation de l'« axe du Mal » par George W. Bush n'est qu'un exemple parmi d'autres. Ce messianisme nationaliste n'est pas nouveau. Remontant à la vieille doctrine de la « destinée manifeste » (*Manifest Destiny*) énoncée en 1839 par John L. O'Sullivan, sinon à l'inspiration biblique des Pères fondateurs, elle n'a jamais cessé outre-Atlantique de nourrir la croyance selon laquelle il revient aux Américains

de diriger le monde. Le résultat s'observe sous nos yeux : l'administration Bush croit que le Bien s'exporte à coups de canon.

*

L'Amérique, disait récemment le député chiraquien Pierre Lellouche, est « à la recherche d'un mode d'emploi pour le gouvernement du monde ». Il ne fait pas de doute en effet qu'au-delà de leurs objectifs immédiats (faire s'effondrer le régime de Saddam Hussein et prendre le contrôle de ses ressources énergétiques), les Etats-Unis entendent faire de la guerre contre l'Irak le point de départ d'une « grande politique » à portée planétaire. Ils veulent, en d'autres termes, poser en Irak la première pierre d'un édifice géopolitique qui s'imposerait ensuite dans le reste du monde.

Cette grande politique, dont le but final est de rendre irréversible l'hégémonie mondiale de Washington, vise dans un premier temps à « remodeler » le Proche-Orient dans un sens plus conforme aux intérêts américains, en prenant ouvertement le risque de provoquer une déstabilisation générale de la région. Dans l'esprit de ceux qui entourent George W. Bush, l'Irak n'est qu'un début. Michael Ledeen, l'un des principaux stratèges néoconservateurs américains, a lui-même déclaré que l'intervention en Irak n'est que la « première étape » d'une vaste « guerre régionale » qui est appelée à viser d'abord la Syrie, l'Iran et l'Arabie séoudite, puis le Liban et l'Autorité palestinienne, et enfin le Soudan, la Libye, le Yémen et la Somalie.

Dans une telle perspective, la guerre actuelle est d'abord un message clair envoyé à la Syrie, à l'Iran et à l'Arabie séoudite. Parmi ces trois pays, le plus gros morceau est évidemment l'Iran, que les Américains craignent de voir accéder à l'arme nucléaire, et dont la position géopolitique et géostratégique est la plus importante de la région. Or, dans un proche avenir, l'Iran risque de se retrouver pris en tenailles entre deux protectorats américains : l'Irak et l'Afghanistan. L'Irak va en effet devenir un protectorat américain pour au moins deux ans (et probablement beaucoup plus). Les néoconservateurs du Pentagone espèrent pouvoir en finir avec l'Iran durant cette période.

Un plan plus général a déjà été élaboré à Washington. Il prévoit que l'Irak, né il y a quatre-vingts ans de la réunion des trois anciennes provinces ottomanes de Mossoul, Bagdad et Bassorah, soit à nouveau divisé entre un royaume central hachémite, un Etat chiite au sud et — malgré l'opposition de la Turquie — une entité kurde indépendante au nord. Les Etats-Unis demanderaient ensuite au prince Hassan de Jordanie de réinstaller la dynastie hachémite à Bagdad, ainsi que l'ont proposé Michael Rubin, membre important du département de la Défense, et David Wurmser, l'un des adjoints de Richard Perle. Après quoi, il n'y aurait plus qu'à faire procéder par Israël à la déportation de la totalité des Palestiniens à l'intérieur des frontières actuelles de la Jordanie.

Parallèlement, l'Arabie séoudite, dont les relations avec Washington n'ont cessé

de se détériorer depuis deux ans, serait elle aussi démantelée en trois morceaux. C'est ce qu'a suggéré Max Singer, cofondateur du Hudson Institute, qui pense possible et nécessaire d'encourager la sécession des provinces orientale de Shia et occidentale de Hijaz.

Ce plan reprend les grandes lignes d'un rapport intitulé intitulé *A Clean Break. A New Strategy for Securing the Realm*, qui avait été présenté en 1996 par Richard Perle, alors conseiller de Benjamin Nétanyahou, dans le cadre des activités d'un « think tank » israélien, l'Institute for Advanced Strategic and Political Studies (IASPS).

Si les Etats-Unis arrivent à leurs fins en Irak, ils chercheront également à engager, grâce à la production pétrolière passée sous leur contrôle, une politique de pétrole à bas prix (moins de 20 dollars le barril) qui, tout en déstabilisant l'Arabie séoudite et l'Iran, menacera directement les efforts de rétablissement de la puissance russe et ne manquera pas d'accélérer le démantèlement des filières d'énergie nucléaire non encore contrôlées par les groupes anglo-américains de l'énergie.

Bien entendu, rien ne dit que ce plan pourra être exécuté ainsi qu'on le souhaite à Washington. De nombreuses inconnues subsistent et, au-delà même du résultat immédiat de la guerre, il faut d'ores et déjà compter avec bien des aléas.

On sait déjà que la guerre actuelle coûtera plus cher que prévu — entre 100 et 200 milliards de dollars — et que, contrairement à ce qui s'était passé après la guerre du Golfe de 1991, les Américains devront assumer eux-mêmes l'essentiel de son coût. Une occupation américaine de l'Irak s'étendant sur plusieurs années nécessitera d'autre part des dépenses supplémentaires, mobilisera l'opinion internationale contre les Etats-Unis et alimentera donc le terrorisme. Quant à la production pétrolière irakienne, il est peu probable qu'elle puisse être utilisée pour des projets de développement du pays, car elle suffira à peine à faire face à la réparation des destructions provoquées par la guerre.

Le démographe et sociologue Emmanuel Todd estime pour sa part que la guerre d'Irak, loin de confirmer l'hégémonie américaine, va au contraire accélérer le déclin d'une Amérique dont la part dans la production industrielle mondiale ne cesse de diminuer depuis 1945, dont le déficit commercial est passé de 100 à près 500 milliards de dollars depuis 1993, dont la dette globale a aujourd'hui largement dépassé les 30 000 milliards de dollars, et qui doit sans cesse attirer vers elle de nouveaux capitaux en raison de son invincible propension à consommer plus qu'elle ne produit.

Déjà en 1919, le président Wilson avait tenté d'enterrer le système d'équilibre des puissances qui gouvernait les relations internationales depuis le traité de Westphalie (1648). Les résultats furent catastrophiques, et une nouvelle guerre mondiale s'était ensuivie. On ne saurait exclure la répétition d'un tel scénario. Plus la guerre en Irak sera difficile pour les troupes américaines et britanniques, plus la période

d’occupation de l’Irak sera longue, plus les risques de déstabilisation générale seront grands.

Au cours des vingt dernières années, les Etats-Unis ont successivement bombardé la Grenade, la Libye, le Salvador, le Nicaragua, le Panama, l’Irak, le Soudan, la Serbie et l’Afghanistan. Dans aucun de ces pays, les bombes n’a réellement fait éclore de façon durable la démocratie. Outre le problème palestinien, deux grands foyers de tension sont déjà présents dans le monde : Formose, que la Chine a plus que jamais l’intention de faire revenir en son sein, au besoin en utilisant la force, et surtout le conflit du Cachemire, qui peut à tout moment déboucher sur un affrontement nucléaire indo-pakistanais (surtout si le président Pervez Moucharraf était renversé par les islamistes).

Zbigniew Brzezinski, ancien conseiller du président Jimmy Carter pour les affaires de sécurité, déclarait ces jours-ci : « Si la politique des néoconservateurs devait être menée à son terme logique, elle aboutirait à un monde où l’Amérique deviendrait comme Israël, complètement isolée, un objet d’hostilité et un Etat-garnison ». Il reste une forte possibilité qu’après avoir gagné la guerre, les Etats-Unis perdent la paix.

Alain de Benoist